



## Prise de parole de l'Union Départementale des syndicats FO le 16 novembre, à la fin de la manifestation d'Avignon

Chers camarades, chers amis, salariés, retraités, étudiants, FORCE OUVRIERE avec les organisations syndicales de Vaucluse CGT, Solidaires, FSU et UNEF, fait le constat de la continuité des politiques ultra libérales qui accroissent les inégalités et remettent en cause notre modèle social.

Au premier rang de cette remise en cause, nous trouvons bien entendu les ordonnances contre le code du travail, dont les publications des décrets d'application confirment nos craintes. Ces ordonnances constituent une régression sociale historique qui fragilise et précarise plus encore les droits des salariés dans la continuité de la loi Travail.

Les textes présentés, en cours de ratification, sont inacceptables. Ils n'apportent que flexibilité et sécurité au bénéfice des employeurs. De plus, ils ne permettront pas de lutter contre le chômage, le Code du travail n'étant pas responsable de la situation de l'emploi dans notre pays. C'est pourquoi nous considérons qu'ils doivent être retirés et la loi Travail abrogée.

Mais ces politiques d'austérité ne se limitent pas aux ordonnances et les exemples ne manquent pas.

A commencer par la diminution drastique du nombre de contrats aidés qui n'a pas tardé à faire ressentir ses effets désastreux dans notre département. Ce qui nous a conduit à FO à agir en Vaucluse auprès des autorités de l'Etat afin d'en dénoncer les conséquences catastrophiques tant pour les bénéficiaires, maintenant renvoyés au chômage, que pour le fonctionnement des établissements scolaires et de santé en particulier.

Comment ne pas évoquer également les projets de loi des finances et de loi de financement de la sécurité sociale 2018 qui s'attaquent aux dépenses publiques socialement indispensables et mettent en péril des missions vitales pour la population ?

Ou encore les attaques contre les fonctionnaires et agents publics avec la suppression annoncée de 120 000 emplois, le blocage des salaires ou le rétablissement démagogique et inefficace du jour de carence, les agents de la fonction publique constituant une fois de plus la variable d'ajustement facile de ces politiques d'austérité. Ils étaient largement mobilisés le 10 octobre dernier et ils sont nombreux à être parmi nous aujourd'hui.

Mais c'est aussi l'avenir des jeunes qui est remise en cause par l'instauration d'une sélection à l'entrée dans l'enseignement supérieur ou la baisse des APL qui frappe 800 000 étudiants et également 2 millions de travailleurs pauvres

Les retraités aussi sont les victimes de ces politiques avec l'annonce d'un nouveau gel des pensions pour 2018 et la hausse brutale de la CSG qui les frappe plus particulièrement et qui entrainera une nouvelle baisse de leur pouvoir d'achat.

Comment dans ces conditions ne pas craindre les conséquences des nouvelles réformes en cours ou à venir, comme celles sur la formation professionnelles, l'assurance chômage ou encore celle des retraites, autre réforme phare annoncée du candidat Macon, aujourd'hui Président de République.

Mais il ne suffit pas qu'une réforme soit au programme d'un candidat élu pour qu'elle soit légitime.

Car tout ceci est d'autant plus inacceptable, que dans le même temps, ce même gouvernement choisi de supprimer l'impôt sur la fortune pour le remplacer par un impôt sur la fortune immobilière et de créer un prélèvement forfaitaire unique de 30%. Ce qui aura pour conséquences un manque à gagner en 2018 pour les caisses de l'état de 6,5 milliards d'euros selon l'OFCE\* au seul bénéfice des plus fortunés.

C'est pourquoi l'heure est au rapport de force. Rapport de force que nous devons construire pour faire barrage à ces politiques qui ne visent qu'à broyer notre modèle social chèrement acquis et qui a démontré son rôle d'amortisseur social, notamment avec les conséquences de la crise financière de 2008.

C'est pourquoi à Force Ouvrière nous sommes mobilisés aujourd'hui pour prendre date. Et nous continuerons à informer, sensibiliser, alerter et surtout mobiliser les salariés partout où nous sommes présents.

Ceci afin d'établir ce rapport de force nécessaire à une mobilisation de plus grande ampleur pour faire barrage à cette politique de casse sociale qui n'apporte que pauvreté, inégalité et précarité.

\* Observatoire Français des Conjonctures Economiques



Avignon – 16 novembre 2017